

La Chine serait-elle en train de s'ouvrir au libéralisme ?

Le représentant de GenerationLibre en Asie-Pacifique, Thibault Danjou, a rencontré à Pékin l'équipe dirigeante d'Unirule Institute of Economics, le seul think-tank libéral chinois et le plus respecté sur le plan économique, désormais partenaire de GenerationLibre. Il ressort de ces entretiens que la Chine semble être sur le point de prendre un virage libéral sur le plan économique, tout en restant inébranlable sur le dogme du parti unique.

Le libéralisme a peut-être du mal à se faire entendre en France, mais il semble aujourd'hui bien établi... en Chine ! **Unirule a été fondé en 1993 par le charismatique Mao Yushi, ancien dissident, économiste, et auteur de rapports très critique contre Mao Zedong.** Auteur d'une quinzaine de livres sur les avantages du libre-échange et de la privatisation, Mao Yushi a reçu l'année dernière le prestigieux *Freedom Prize* du Cato Institute. Son aura a contribué à faire évoluer la pensée des décideurs politiques chinois vers l'économie de marché. On peut lire sur leur site des papiers (dûment traduits en anglais) dénonçant les distorsions du marché dues aux grandes entreprises d'Etat, ou l'absence de garantie des droits de propriété des petits paysans. Unirule a même traduit en chinois Frédéric Bastiat, qui encore aujourd'hui a tant de mal à s'imposer dans l'Université française ! Quand on demande aux dirigeants d'Unirule comment ils ont pu mener un tel combat dans un pays encore officiellement communiste, ils citent l'exemple de l'école de Freiburg, qui élaborait la doctrine de l'ordolibéralisme allemand en pleine dictature nazie...

Aujourd'hui, Unirule semble être en passe de remporter son combat. Le nouveau Premier Ministre, Li Keqiang, l'a fait savoir dès sa prise de fonction en mars dernier, en parlant d'une « mini-révolution » (terme lourd de signification en Chine) : il entend diminuer la taille de la bureaucratie chinoise, poser des limites aux pouvoirs du gouvernement, réduire d'un tiers les procédures administratives, et même ouvrir le rail, l'énergie ainsi que le secteur financier aux capitaux privés. Plus récemment, dans un discours aux cadres du parti, Li Keqiang s'est montré encore plus radical en affirmant que « le marché est créateur de richesse sociale, et la source de tout développement économique », parlant ouvertement de dérégulation et de concurrence. Pour les investisseurs étrangers, cette volonté réformatrice devrait se traduire par l'ouverture du marché intérieur aux capitaux étrangers et l'assouplissement du contrôle des changes (un geste de détente dans la fameuse « guerre des monnaies »).

Les inquiétudes sur la croissance chinoise ne sont sans doute pas étrangères à cette volonté de changer de paradigme. Il n'empêche que, pour la première fois, la privatisation de larges secteurs de l'économie n'est plus une question tabou au sommet de l'Etat. Li Keqiang est titulaire d'un PhD en économie de l'Université de Pékin, ce qui tranche sur son prédécesseur, géologue, et plus largement sur la classe politique chinoise, de formation plutôt scientifique. Il semble déterminé à ouvrir la Chine aux mécanismes de marché, à « libérer les forces créatives ». Tous les concepts du « capitalisme », y compris la volonté de s'enrichir, sont légitimés – à condition de ne pas prononcer le mot.

Unirule exclut néanmoins toute ouverture politique de la part du régime et préfère ne pas s'étendre sur ces sujets. On ne saura donc pas comment ils se positionnent dans le débat sur la « fin de l'histoire » lancé par Francis Fukuyama dans les années 90. Rappelons qu'**aujourd'hui l'idée de fin de l'histoire est de plus en plus mise en cause par le « consensus de Beijing »**, pour reprendre le titre du livre de Stefan Halper, universitaire et intellectuel américain. Autrement dit : l'économie de marché ne conduirait pas nécessairement à la démocratie, comme le voudrait une vision hégélienne de l'histoire, mais pourrait fort bien s'accommoder d'un régime autoritaire ou semi-autoritaire (ce que Halper appelle : le « market-authoritarianism »). Il s'agit d'un véritable défi lancé à l'idée occidentale d'Etat de droit. Economiquement, la Chine menace de rattraper le PIB des Etats-Unis ; intellectuellement, le consensus de Beijing affronte celui de Washington.

En attendant que ce débat s'ouvre, la Chine semble en train d'accomplir sa « mini-révolution » culturelle sur le plan économique, et l'équipe actuelle, normalement au pouvoir pour une décennie, a été très loin dans la volonté de libéralisation. **Le rôle d'Unirule dans cette transformation, comme celui du CPS dans l'Angleterre thatchérienne, donnent du courage à GenerationLibre, qui est heureux de s'associer officiellement à Unirule, et lui souhaite un joyeux vingtième anniversaire.**